

<http://universitepopulairetoulouse.fr/spip.php?article286>



Entretien avec Céline Astrié – cie Nanaqui pour « Les maîtres ignorants »

- Thématiques - Démocratie -



Publication date: samedi 20 septembre 2014

Copyright © Université Populaire de Toulouse - Tous droits réservés

Pour la saison 2014/2015 la compagnie Nanaqui initie un cycle de conférences indisciplinées intitulé Les maîtres ignorants en référence au livre de Jacques Rancière sur l'émancipation intellectuelle.

Le cycle de conférences se déclinera sous la forme d'un lexique où s'intriqueront théâtre, cinéma, littérature, philosophie, histoire. Il s'agit d'un travail de réappropriation commune du langage et du sens de certains mots qui influent directement sur notre quotidien.

Présentation générale du projet

Les maîtres ignorants est le nom de ce projet emprunté au titre du livre de Jacques Rancière : "Le maître ignorant. Cinq leçons sur l'émancipation intellectuelle". Dans l'essai du philosophe, il est question de l'expérience inédite menée par Joseph Jacotot au début du XIXème siècle, pédagogue français, créateur d'une méthode d'enseignement : la « méthode Jacotot ».

Dans cet ouvrage et à travers la reprise de l'expérience et de la théorie de Jacotot, Rancière interroge et remet en cause le « mythe de la pédagogie » fondé sur l'inégalité des intelligences, et donc, des individus. Il y est surtout question, non seulement de la méthode d'enseignement et du découpage social qui la produit et qu'elle reproduit, mais aussi du sens de l'émancipation intellectuelle, de la fonction, et de la valeur du savoir pour une société d'individus. Il est donc beaucoup question dans ce livre du sens de la démocratisation du savoir.

Le projet est ici de créer un cycle de conférences indisciplinées déclinées sous la forme d'un lexique où s'intriqueront théâtre, cinéma, littérature, musique, philosophie, histoire, sciences à travers différents supports et intervenants.

Celui qui endossera ici, un temps, la fonction du maître, comme dans le livre de Rancière, donnera une ligne de tension, celle du désir non d'apprendre, mais de suivre le fil de sa propre pensée, de composer soi-même le savoir, c'est-à-dire une traduction critique du réel, des choses, déjà vues, entendues, ou jamais vues, jamais entendues. Une entreprise critique qui ne vaut pas seulement individuellement, mais qui vaut avant tout comme principe de partage commun.

http://mssv.free.fr/detail_maitres_ignorants.html

1. NANAQUI est le nom de votre compagnie, que signifie t-il ?

Il s'agit du surnom d'Antonin Artaud donné par sa mère quand il était enfant. Il fut nommé ainsi par sa famille durant toute sa vie.

2. Avec « Les maîtres ignorants » titre emprunté à un livre de Jacques RANCIERE (qui est venu à Toulouse dernièrement dans le cadre de « Horizons des civilisations »), nous sommes au cœur d'un problème qui hante toutes les organisations qui se sont fixé pour but de contribuer/participer à l'émancipation du genre humain. Associations, syndicats, partis, collectifs, chacune de ces organisations font à leur manière de la pédagogie, de la formation, de l'éducation populaire....Le bilan n'est pas fameux, qu'en pensez vous ?

A mon sens il y a deux raisons. Ce qui est intéressant chez Rancière, c'est que ses écrits à partir de « La nuit des prolétaires », critiquent une certaine idéologie à l'œuvre dans les manières de penser l'autre, l'émancipation des individus, donc la domination. Cela me paraît être un bon angle de vue pour répondre à votre question, car je ne

possède pas assez de connaissances en matière sociologique et historique pour faire le constat d'un échec de ces visions, de ces pratiques, de ces organisations. Rancière opère une critique du marxisme et de la conscience de classe. Prendre conscience de la domination qui pèse sur soi et du système de classe est le premier pas vers l'émancipation. Cette affirmation a quelque chose de paradoxal. Elle pense à la place de l'individu et pose le fait que son aliénation découle de l'ignorance de sa situation d'être dominé. Elle suppose que la conscience de ce savoir le conduira vers la voie de l'émancipation. Rancière dans « La nuit des prolétaires » montre, à travers les archives de la mémoire ouvrière, que ces derniers avaient parfaitement conscience d'être dominés et qu'il s'émancipaient seuls par le recours à toutes sortes de stratagèmes pour se constituer une instruction, un savoir, un art. L'échec de ces entreprises d'émancipation à l'échelle d'une société, vient peut-être du fait que ces dernières « pensent » pour les individus, à leur place en leur prescrivant ce qui est bon pour eux, ce qui est la juste voie pour le genre humain. Il y a donc une question de pouvoir là-dedans qui pose, comme le dit Rancière, le principe de « l'inégalité des intelligences », donc d'une incapacité pour certains à s'émanciper seul. De plus, cette injonction de l'émancipation ne répondrait-elle pas à celle d'un nouvel idéal, à une idéologie très occidentaliste, qui fait de la vie de sujet libre la seule digne d'être vécue. On peut s'interroger.

La seconde raison, selon moi, est le travail d'une autre idéologie : l'idéologie néo-libérale. Il me semble que cette dernière a très bien œuvré au discrédit de toutes les valeurs « sociales » sous l'égide de l'échec de ces dernières et d'un certain principe de réalité. Le service public, le principe de solidarité qui le sous-tend et qui est le fondement de notre pacte social, nous est perpétuellement présenté du point de vue de l'échec : celui de son déficit économique. Ce qui signifie que ce modèle n'est pas bon, qu'il ne « produit » rien. En introduisant la confusion entre « coût économique » et « utilité », « nécessité », on change la signification du pacte social. Grossièrement, ce qui s'inscrit petit à petit dans les esprits comme une évidence, c'est que le bon fonctionnement de notre société tient à son bon équilibre économique, au fait qu'elle produit et consomme bien, à sa capacité à produire des richesses et à s'inscrire dans le schéma mondial d'une économie. L'émancipation individuelle n'est plus un projet de société, parce qu'elle n'est pas au principe, au fondement de notre pacte social.

3. Dès les origines du mouvement ouvrier les syndicats ont mis en place des bourses du travail dont l'une des fonctions était de permettre aux ouvriers et aux ouvrières d'accéder au b a b a de la connaissance, savoir lire et écrire. Nous assistons depuis quelques années à la multiplication d'associations d'éducation populaire, ATTAC, bien sûr des universités populaires, des cafés citoyens... Cette multiplication d'expériences n'est-elle pas au fond le refus de s'interroger sur ce qu'est la pédagogie ?

Par refus j'entends ici celui des élus et des pouvoirs publics de s'interroger sur ce qu'est la pédagogie. Ce qui est étrange c'est que l'instruction, l'éducation nationale, ont pour objectif l'intégration dans le monde du travail et non l'émancipation. Les classes de lycée par exemple sont divisées en filières. Du coup, il apparaît évident que l'école « forme » des individus, qu'elle ne leur donne pas seulement des contenus de connaissance, mais des manières d'envisager le savoir. L'éducation ne participe pas foncièrement de l'autonomie de la pensée. Dans « France/Tour/Détour/Deux enfants » de JL Godard, une série télévisée qui suit le trajet de deux enfants, de leur maison à l'école etc., ce dernier nous dit que les enfants sont des « prisonniers politiques ». Il nous interroge sur ce qu'est la pédagogie, le rapport adulte/enfant, maître/élève, dans un contexte social et idéologique précis. La question au fond est qu'est ce que le savoir ? Qu'est-ce qu'enseigner ? Qu'est ce que nous transmettons à l'enfant, et au-delà, à celui que l'on catégorise ignorant ? Il y a une inégalité posée entre celui qui sait et celui qui ignore, qui pose d'emblée une relation de pouvoir. Pouvoir qui va de pair avec le savoir et aussi avec le contenu du savoir.

Le refus dont vous parlez est aussi celui de ces initiatives qui refusent une vision assujettissante de la pédagogie. Ce refus est l'effet miroir d'une démocratie en panne qui ne prend pas en compte la parole de la constituée.

4. Avec internet, et les réseaux sociaux nous sommes passés à un autre stade, une autre dimension de l'accès à l'information, ce qui pose de fait la question de la transmission du savoir. En théorie tout le monde, du moins ceux qui le souhaitent, peuvent sur un sujet donné, consulter une masse incroyable de documents. Tout le monde en fonction de moyens ou de lieu d'habitation n'a pas accès aux mêmes sources d'informations, ne dispose pas du même facteur temps, et surtout ne dispose pas de façon égale d'une formation critique indispensable au décryptage de l'information. La démocratisation du savoir est donc un

sujet toujours d'actualité ?

Tout d'abord, le terme « démocratisation » me pose problème. Il renvoie à une politique et une volonté politique qui présupposent l'ignorance de l'autre et les moyens pour résorber ce manque. Démocratiser le savoir ou la culture signifie les rendre accessibles à tous pour que chacun puisse en jouir sous l'égide de l'égalité. La démocratisation renvoie pour moi à une norme qui énonce le savoir comme vecteur de la liberté, de l'émancipation. Un savoir lui aussi normé, validé par des critères fixés par des instances « majoritaires », dominantes.

Ouvrir ou permettre l'accès, c'est déjà indiquer un chemin, avec une direction que l'on trace pour l'autre. Du coup, l'accès donne déjà un point de vue sur le savoir en question, et sur sa fonction. Il dit déjà dans quelle direction celui qui est censé ignorer doit regarder.

Je prendrais l'exemple de la culture, puisque l'on a beaucoup parlé de la démocratisation de celle-ci et de son échec. Un musée est construit, ou aménagé, d'une certaine manière qui intime à celui qui y pénètre une circulation, mais aussi et surtout une manière de regarder et de concevoir une œuvre, notamment comme quelque chose qui vaut « en-soi », détaché d'un certain contexte, ce qui en fait par la même occasion une valeur d'échange.

Le savoir prend des formes multiples et insoupçonnables. Cela ne signifie pas que nous n'avons pas besoin de bibliothèques, d'ordinateurs, bref de moyens et d'accès, mais qu'il faut certainement se garder de dire où il se tient.

Ce qu'énonce votre question, c'est que nous avons les instruments, l'accès libre, avec plus ou moins de facilité, à une immense banque d'archive, mais que paradoxalement il nous manque l'outil qui nous permettrait de l'exploiter pleinement, qui nous permettraient de nous positionner. Transmettre, c'est mettre en mouvement les intelligences. La question est, selon moi, celle de la démocratie, beaucoup plus que celle de la démocratisation, c'est-à-dire celle d'un choix de société, même si le mot « choix » peut recouvrir aujourd'hui une certaine candeur. Nous ne sommes pas « formés » ou « initiés » à la démocratie, c'est-à-dire tout simplement à la politique. Du coup nous vivons un paradoxe. Celui d'être citoyens d'une démocratie, libres, égaux, et dans le même temps de nous trouver à la fois sans outils et donc sans voix pour participer de ce « choix » de société.

5. Dans notre note d'intention (nos statuts) voilà comment nous définissons la transmission du savoir : « L'association a pour objet d'initier, de favoriser et de stimuler tous échanges, débats et activités d'éducation populaire entre tous les hommes et les femmes qui s'inscrivent dans une logique de rupture et d'alternatives au capitalisme et au néolibéralisme. Son activité s'inscrit dans une dynamique visant à la reconquête des espaces théoriques et pratiques indispensables à la définition des conditions dans lesquelles une société socialiste, écologique, féministe, laïque et démocratique pourrait voir le jour et durer. » Vous auriez écrit cet article de la même façon ?

J'aurais retiré la fin, les attributs qui définissent la société et laissé démocratique.

6. Ce n'est pas une pièce de théâtre ni une conférence magistrale précisez-vous dans la note d'intention... Pouvez vous nous expliquer plus en détail le projet ? Ce projet justement existe-t-il en d'autres lieux ou a-t-il existé à d'autres époques ? Est-ce que le théâtre est une discipline de l'art plus propice à transmettre le savoir ?

Dire qu'il ne s'agit ni d'une pièce de théâtre ni d'une conférence magistrale évite que les spectateurs s'attendent à assister à une pièce ou à une conférence, c'est-à-dire à un objet fini, plein. Pour nous c'est une manière de le mettre en écoute en éveil et par la même occasion de ne créer aucune attente que celle de l'écoute. Cela nous permet dans le même temps d'interroger la place de l'artiste au cœur de l'espace public, la place de son geste. Il s'agit d'une traversée singulière du discours, et non de l'exposition d'un savoir-faire ou d'un savoir, mais bien plus d'une adresse à l'autre, par une mise en commun de ce que nous partageons : le langage, le discours et ses significations. C'est pour cela que nous ne savons pas à l'avance la forme que prendra chaque proposition.

Je ne sais pas si ce projet existe ou a déjà existé, mais de plus en plus de conférences décalées voient le jour dans diverses programmations ou à l'initiative de personnalités comme Franck Lepage avec ses conférences gesticulées. Il ne s'agit pas ici de la même chose, mais on peut dire que ce type d'initiative est une des sources d'inspiration de ce projet.

Quand au théâtre, je ne sais pas s'il est la discipline la plus propice à transmettre le savoir. A vrai dire, je ne me suis jamais posé la question. C'est un art, comme tous les arts, dont l'acception varie en fonction des époques dans lesquelles il s'inscrit. Pour moi le théâtre c'est avant tout une adresse à l'autre.

7.. Pour finir parlez nous de la lutte des intermittents. Elle n'est pas terminée, mais elle n'a pas revêtu l'ampleur de celle de 2003 y voyez vous des raisons particulières ?

Pour faire court, il me semble que le contexte social, économique et médiatique y est pour beaucoup. La lutte est peu lisible pour le grand public, car présentée comme une lutte corporatiste, alors qu'il s'agit de la réforme de l'Unedic qui concerne tous les demandeurs d'emploi. Il se trouve que les intermittents, notamment la CIP (la coordination des intermittents et précaires), ont beaucoup suivi ce dossier, ils se sont donc mobilisés contre cet accord, en en dénonçant les conséquences pour tous les précaires. La situation pour les artistes s'est dégradée depuis 2003, ce qui nous rend beaucoup plus fragiles. Beaucoup d'entre nous survivent dans le système, il est donc difficile d'annuler des dates, de poursuivre une grève quand on a du mal à boucler son statut. Voilà quelques raisons qui ouvrent d'ailleurs sur un questionnement plus profond : le principe de solidarité interprofessionnel et générationnel qui est au cœur de notre projet de société. Bernard Friot, que nous invitons à intervenir le 16 janvier 2015 sur le mot « Travail », est spécialiste de ces questions. Ce sera une bonne occasion de reparler de ce conflit.